

Arrêté n° 19 557

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret modifié du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement) et notamment son article 18 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2001 portant révision de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1981 modifié réglementant les activités de stockage et de récupération de métaux exercées par la **STE ECODEC** à SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

VU les arrêtés préfectoraux des 14 avril 1997 et 6 décembre 1999 prescrivant à la STE ECODEC, d'une part une étude simplifiée des risques, d'autre part la réalisation de travaux de dépollution ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des installations classées en date du 11 février 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène, au cours de sa séance du 11 avril 2003 ;

CONSIDERANT que l'exploitant a répondu correctement aux prescriptions imposées par les arrêtés préfectoraux des 14 avril 1997 et 6 décembre 1999 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer à l'exploitant la surveillance des eaux souterraines en raison de la nature de ses activités et des dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2001 portant révision de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDERANT que l'exécution des prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté devrait permettre l'exercice des activités de la société susvisée en compatibilité avec leur environnement ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1- OBJET

La **STE ECODEC** est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatives au site de SAINT-CYPRIEN - ZI des Grandes Terres, où elle exploite des installations de stockage et de récupération de métaux.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

ARTICLE 2 - RESEAU DE SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant devra mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site de l'installation ; la définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

ARTICLE 3 - ANALYSE DES EAUX SOUTERRAINES

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude citée à l'article 2 ci-dessus.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les substances suivantes seront recherchées : hydrocarbures totaux, chrome, cadmium, nickel, cuivre, zinc, fer, aluminium, plomb, étain.

Les résultats de mesures sont transmis à l'Inspecteur des Installations Classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 4 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

ARTICLE 6

Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7

M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le Maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 6 juin 2003

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Ampliation adressée à :

- Monsieur le Directeur de la STE ECODEC
Les Grandes Terres
42160 - SAINT-CYPRIEN
- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le Maire de SAINT-CYPRIEN
- M. l'Inspecteur des installations classées - Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives
- Chrono.